

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Les propos prêtés à la commissaire européenne Hadja Lahbib célébrant «la bonne gouvernance à Goma» sont infondés, Balobaki n'a trouvé aucune preuve de ces allégations

Des publications largement relayées sur les réseaux sociaux en République démocratique du Congo affirment que Hadja Lahbib, Commissaire européenne chargée de l'égalité, de la préparation et de la gestion des crises, a affirmé être impressionnée par «la manière dont les autorités de l'AFC/M23 sont organisées et respectées par la population», l'auteur de la publication a également ajouté que la commissaire belge qui a entamé sa première étape dans la région des Grands Lacs «s'est également étonnée des fausses informations diffusées par certains médias internationaux, affirmant qu'elles ne correspondent pas à la réalité». Cependant, la délégation de l'Union européenne contactée par Balobaki Check jeudi a formellement démenti ces propos.

[La Commissaire européenne à l'aide humanitaire débute en RDC sa tournée dans la région des Grands lacs.](#) Un séjour dans d'autres provinces de la RDC, y compris dans le Kivu, n'est pas exclu dans le cadre de sa mission humanitaire en RDC. Balobaki Check ne s'est pas penché spécifiquement sur cette question, mais plutôt sur les affirmations qui lui sont attribuées. Depuis que le groupe armé AFC/M23 a conquis Goma, une ville de l'est du Congo, il y a un an, les travailleurs humanitaires sur place ont régulièrement exprimé leur préoccupation quant à la diminution de l'aide humanitaire. Cette inquiétude a également été relayée par Hadja Lahbib, qui a récemment lancé un appel pour assurer un accès complet et sans entrave à l'aide humanitaire. Ce message est au centre de ses entretiens avec diverses autorités dans les prochains jours.

La RDC fait face depuis plusieurs années à une crise sécuritaire persistante dans sa partie orientale. [En 2025](#), la prise de la ville de Goma et celle de Bukavu par les rebelles de l'AFC/M23, [soutenus](#) par le Rwanda selon les autorités congolaises et plusieurs rapports internationaux a intensifié cette crise qui peine toujours à s'estomper malgré plusieurs processus de paix.

Dans ce climat de tensions et de méfiance, il est fréquent, dans le paysage de la lutte informationnelle entourant le conflit de l'Est de la RDC, que des personnes locales ou des comptes sur les réseaux sociaux manipulent ou trahissent les propos de responsables internationaux pour renforcer une certaine vision du conflit. Cette déclaration semble appartenir à cette catégorie de désinformation, puisqu'on ne la retrouve dans aucun document officiel ni aucun média crédible.

CITATION

“Madame Hadja Lahbib, Commissaire européenne à l’Égalité, à la Préparation et à la Gestion des crises, est à Goma en République démocratique du Congo. Elle s’est dite impressionnée par la manière dont les autorités de l’AFC/M23 sont organisées et respectées par la population. Elle s’est également étonnée des fausses informations diffusées par certains médias internationaux, affirmant qu’elles ne correspondent pas à la réalité “

LES FAITS

Voici le trajet probable de cette désinformation :

En reconstituant le cheminement habituel de ce type de désinformation :

Un acteur (page ou compte militant) a rédigé un texte et l’a attribué à une personnalité internationale (ici Hadja Lahbib), mais il n’a pas fourni de preuve visuelle ni de lien officiel.

Le texte est diffusé sous forme de capture d’écran ou de simple copier-coller dans des groupes Facebook, WhatsApp ou X, parfois accompagné de l’image de Lahbib sortie de son contexte d’origine.

D’autres comptes reprennent la citation et l’intègrent à un récit plus vaste, par exemple : « les médias occidentaux mentent », « même l’Union européenne reconnaît la réalité sur le terrain », etc. Cela donne une fausse impression de validation internationale des points de vue de l’AFC/M23.

Indices d’une fabrication ou manipulation

Plusieurs indices laissent croire que la phrase a été inventée de toutes pièces ou, à tout le moins, considérablement trafiquée :

Aucune source primaire, comme une vidéo, un communiqué de la Commission européenne ou une dépêche d’une agence internationale, ne reprend cette déclaration avec ces mots. Cela est surprenant, car une déclaration aussi sensible devrait faire l’objet d’une couverture médiatique étendue.

Alignement avec les narratifs de la rébellion AFC/M23 : les textes du mouvement insistent justement sur le fait qu’il serait « respecté par la population » et victime de « campagnes de désinformation » de Kinshasa et de certains acteurs internationaux, ce qui ressemble fortement à la structure de la phrase attribuée à Lahbib.

La phrase est partagée par des profils militants très engagés dans le conflit sans fournir de contexte ni de vérification.

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Aucune preuve que Donald Trump ait autorisé Érik Prince et Blackwater à attaquer le Rwanda

Sur TikTok, un internaute a partagé une image montrant des personnes en tenue militaire et des chars de combat, accompagnée d'une légende affirmant que le Président américain, Donald Trump aurait autorisé Blackwater, la société militaire privée, fondée par Erik Prince à attaquer le Rwanda. Après vérification, aucune source officielle ne confirme cette allégation. De plus, l'image utilisée circule en ligne depuis 2024 et n'a aucun lien avec le conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo.

En deux lignes: L'information selon laquelle les États-Unis auraient autorisé Blackwater à attaquer le Rwanda est fausse.

Le 4 décembre 2025, le président congolais Félix Antoine Tshisekedi et son homologue rwandais Paul Kagame ont signé [un accord de paix à Washington](#), sous la médiation de Donald Trump. Sur le terrain, [les Forces armées de la RDC](#), appuyées par le groupe Wazalendo, affrontent la coalition AFC-M2, soutenue par l'armée rwandaise. Jusqu'au 8 décembre 2025, [la publication](#) que nous vérifions avait généré 2 624 likes, 335 commentaires et avait été partagée par 166 personnes.

CITATION

“Trump vient d'autoriser Éric Prince et le Blackwater à attaquer le Rwanda”

LES FAITS

pour vérifier cette information, nous avons effectué une recherche sur Google à l'aide des mots-clés tirés de la publication de l'internaute : « Trump autorise [Érik Prince](#) et le Blackwater à attaquer le Rwanda ». L'objectif était de déterminer si d'autres médias avaient relayé ce sujet, mais aucune source crédible n'a été trouvée. Nous avons également consulté [le compte X en français du gouvernement des États-Unis](#) et celui de [Donald Trump](#), sans résultat pertinent.

Quant à l'image utilisée par l'auteur du message, nous l'avons soumise à une recherche inversée via [Search by Image](#). Les résultats indiquent que la photo date de 2024 et porte la signature de l'Associated Press. Elle illustre un article intitulé : [« 900 soldats de l'OTAN participent à des exercices en mer Baltique »](#).

En conclusion, aucune preuve ne permet d'affirmer que Donald Trump ait autorisé une attaque contre le Rwanda. L'image utilisée dans la publication circule en ligne depuis 2024 et n'a aucun lien avec la RDC.

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix



Aucune preuve que les États-Unis aient déployés des satellites militaires dans l'Est de la RDC

Plusieurs publications sur Facebook et sur X affirment que les États-Unis déploieraient des satellites militaires dans l'Est de la République démocratique du Congo pour espionner les rebelles de l'AFC/M23. Après vérification, aucune source officielle ou média ne confirme ces allégations. Les satellites présents dans la région sont en réalité des engins d'imagerie commerciale, comme ceux de Google Earth ou des satellites starlink utilisés pour l'accès à internet.

En deux lignes: Les informations sur un prétendu déploiement de satellites militaires de technologie avancée par les États-Unis dans l'Est de la RDC ne reposent sur aucune preuve.

Le 4 décembre 2025, à l'occasion de la signature de l'accord de paix à Washington entre le Rwanda et la RDC, cette dernière a également conclu, le même jour, [un accord bilatéral](#) avec les États-Unis. Ce partenariat stratégique porte sur la coopération autour des minerais critiques et sur l'industrialisation.

Si les questions de défense et de sécurité figurent parmi les objectifs de cet accord, le texte ne fait toutefois aucune mention d'un quelconque déploiement de satellites militaires dans l'Est de la RDC. C'est dans ce contexte que l'information que nous examinons a été relayée sur les réseaux sociaux, [ici](#) et là

CITATION

« USA sont en train de mettre a pied la technologie militaire dans l' Est de la #RDC. Des satellites et surveillance satellitaire ASEA »

LES FAITS

Nous avons entamé notre vérification avec une recherche de mots-clés (Usa-déploiement-satellite-Est RDC) sur Google, afin d'identifier d'éventuels articles de médias crédibles, nationaux ou internationaux, ayant traité cette information. Les résultats renvoient systématiquement aux publications à l'origine de l'allégation que nous examinons. Aucun média national ou international reconnu n'a fait état d'un prétendu déploiement de satellites militaires américains en RDC.

Par ailleurs, la consultation du site web du [département d'État américain](#) ainsi que de celui du [ministère congolais](#) de la défense n'a révélé aucune information confirmant un tel déploiement. Quant à l'image présentée par certains internautes comme preuve, il s'agit en réalité [du satellite chinois Mozi](#), premier satellite de communication quantique au monde, lancé en 2016. Le drapeau congolais visible à côté de l'appareil a été ajouté à l'image.

À ce jour, la RDC ne dispose pas de satellite militaire. [Le projet actuellement porté](#) par le gouvernement congolais concerne l'acquisition d'un satellite destiné à améliorer l'accès à l'internet haut débit.

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Plusieurs militaires des FARDC et mercenaires burundais ont été capturés à Luvungi



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Non, cette image ne montre pas l'arrestation de militaires des FARDC et de mercenaires burundais à Luvungi : elle a été prise à Goma

Un internaute a affirmé sur le réseau social X que plusieurs militaires des FARDC et mercenaires burundais ont été capturés à Luvungi, une entité située dans le territoire d'Uvira, au Sud-Kivu. Après vérification, l'image utilisée à l'appui de cette affirmation a été prise en août 2024 à Goma, lors des manifestations anti-Monusco.

En deux lignes : cette image ne montre pas des militaires des FARDC ni des mercenaires burundais arrêtés à Luvungi.

Les affrontements entre les FARDC, appuyées par les combattants Wazalendo, se sont [intensifiés dans le Sud-Kivu au cours de la première semaine de décembre 2025](#). L'armée congolaise [a revendiqué la reprise de trois villages](#) dans la province. Cette situation intervient malgré [la signature de l'accord de Washington](#) entre le Président de la République démocratique du Congo et son homologue rwandais, [accusé par l'ONU de soutenir les rebelles de l'AFC/M23](#).

CITATION

« Plusieurs militaires des FARDC et mercenaires burundais ont été capturés à Luvungi » ([publication archivée](#))

LES FAITS

Nous avons d'abord douté de cette affirmation, car une recherche sur Google à l'aide des mots-clés : « [militaires FARDC burundais capturés Luvungi](#) », n'a donné aucun résultat probant.

En poursuivant nos vérifications, nous avons trouvé [un article de presse faisant état de la prise de la localité de Luvungi](#) par le M23 après des affrontements avec les FARDC. Toutefois, à aucun moment l'auteur n'y mentionne l'arrestation de militaires.

Nous avons également consulté [le compte X du porte-parole de l'AFC/M23](#), sans y trouver de publication allant dans ce sens. Du côté du compte [officiel des FARDC sur X](#), aucune information n'a non plus été publiée à ce sujet. Enfin, [une recherche d'image inversée effectuée à l'aide de GoogleLens](#) a permis d'établir que [la photo partagée a été prise le 30 août 2025 à Goma, lors d'une manifestation anti-MONUSCO](#).

En conclusion, aucun élément ne permet d'affirmer que plusieurs militaires des FARDC et des mercenaires burundais ont été capturés à Luvungi.

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Accord de Washington: attention, une fausse vidéo attribue à Donald Trump une mise en garde contre un troisième mandat de Félix Tshisekedi

Depuis le 5 janvier 2026, une vidéo circule sur les réseaux sociaux TikTok et X, laissant entendre que le président américain Donald Trump mettrait en garde son homologue congolais Félix Tshisekedi. La séquence est accompagnée d'une légende affirmant que Donald Trump permettrait à Félix Tshisekedi le même sort que le président vénézuélien Nicolás Maduro s'il tentait de briguer un troisième mandat en s'appuyant sur l'accord de Washington. Après vérification, cette information est fausse: la vidéo a été manipulée à l'aide de l'intelligence artificielle (IA).

En deux lignes : Donald Trump n'a pas mis en garde Félix Tshisekedi contre un troisième mandat. La vidéo circulant sur les réseaux sociaux a été manipulée et est entièrement fausse.

Le 4 décembre 2025, à Washington, la RDC et le Rwanda ont signé un accord de paix sous la médiation américaine, visant principalement à mettre fin aux hostilités dans l'Est de la RDC. Cet accord prévoit notamment le retrait des troupes rwandaises, la neutralisation des FDLR et la fin du soutien à des groupes armés tels que les rebelles de l'AFC-M23.

Bien avant la signature de cet accord, entre 2024 et 2025 plusieurs publications ([1](#), [2](#), [3](#), [4](#)) ont circulé sur les réseaux sociaux, dénonçant et appelant à la vigilance face à un éventuel troisième mandat de Félix Tshisekedi. Ces réactions faisaient suite à [son discours](#) du 26 novembre 2024 à Kalemie, dans la province de Tanganyika, au cours duquel le président congolais avait exprimé son souhait de mettre en place une nouvelle Constitution.

L'information que nous vérifions a été publiée sur les réseaux sociaux, notamment sur X ([1](#)) et sur TikTok ([1](#))

CITATION

« Eyindeli Felix. Donald Trump annonce que les accords de Washington n'était pas pour prolonger son mandat »

LES FAITS

Une recherche effectuée à l'aide des mots-clés tels que : " [mise en garde-Donald Trump-Félix Tshisekedi](#) " n'a permis de trouver aucune information confirmant une prétendue mise en garde du Président américain à l'encontre de son homologue congolais. Ni la Maison-Blanche ni les médias américains ou congolais n'ont relayé l'information partagée par des internautes congolais sur les réseaux sociaux.

Afin de vérifier l'authenticité de la vidéo, nous l'avons soumise à Hive Moderation, un outil de détection de contenus générés par l'intelligence artificielle. Les résultats indiquent une probabilité de 99 % que cette vidéo ait été créée à l'aide de l'IA.
Ce que dit la constitution congolaise sur le mandat présidentiel

La Constitution congolaise dispose que le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule [fois](#).
En conséquence, un chef de l'État ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs de cinq ans chacun. Cette disposition est consacrée par l'article [70 de la constitution](#).

Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Non, le Roi de Belgique n'a pas déclaré que le Rwanda est une terre congolaise: les propos qui circulent lui sont faussement attribués

Depuis le 11 janvier 2026, une publication diffusée sur le réseau social X, accompagnée d'une photo du roi Philippe de Belgique, lui attribue des propos selon lesquels " le Rwanda est une terre congolaise ". Après vérification, il s'avère que le souverain belge n'a jamais tenu de tels propos: cette déclaration lui est faussement attribuée.

En deux lignes: les propos attribués au roi de Belgique sur le conflit rwando-congolais, affirmant que le Rwanda est une terre congolaise et largement relayés sur les réseaux sociaux, sont faux.

Le 04 décembre 2025, sous médiation américaine, la RDC et le Rwanda ont signé un accord de paix. Malgré cette signature, la situation sur le terrain demeure inchangée. Les troupes rwandaises présentes en territoire congolais continuent d'appuyer les opérations des rebelles de l'AFC-M23.

C'est dans ce contexte que [l'information](#) faisant l'objet de notre vérification circule , amplifiée notamment par la résurgence d'une ancienne [vidéo](#) du Président rwandais Paul Kagame. Datant d'avril 2023, lors de sa [visite au Bénin](#) , cette séquence le montre affirmant que la RDC a hérité de territoires rwandais.

CITATION

«#Rwanda n'existait pas avant 1880 mais l'empire #Kongo actuel #Congo_RDC. Oui, le #Rwanda est une terre #Congolaise " Roi Philippe de la #Belgique »

LES FAITS

Nous avons d'abord mis en doute cette information, dans la mesure où, depuis la recrudescence des combats dans l'Est de la RDC qui a notamment conduit à la chute de villes de Goma et Bukavu, le souverain Belge n'a pas fait de déclarations publiques sur le conflit rwando-congolais. Nos recherches montrent que les réactions diplomatiques belges s'expriment généralement par l'intermédiaire du gouvernement, en particulier du ministre des Affaires étrangères, [Maxime Prévot](#).

En poursuivant notre vérification , nous avons consulté les comptes X de [l'ambassade de Belgique](#) en RDC ainsi que celui du [ministre Belge des Affaires étrangères](#) afin d'identifier une éventuelle déclaration du roi. Aucune publication en ce sens n'a été

trouvée.

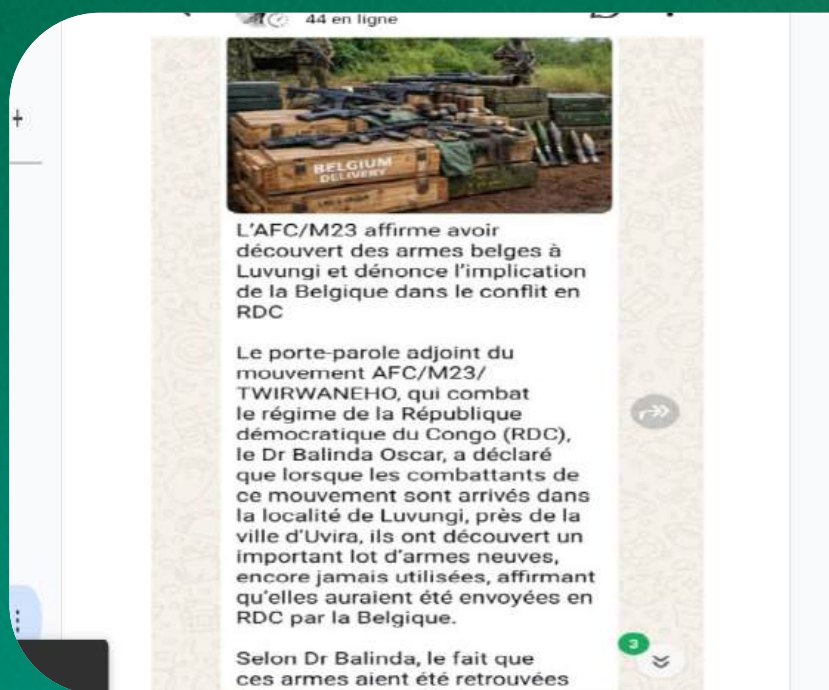
Pourquoi la Belgique est-elle souvent perçue comme un soutien de la RDC dans le conflit rwando-congolais ?

Nous avons posé la question à Junior Ntambwe, analyste politique et avocat au barreau de Kinshasa/ Matete. Selon lui, la position de la Belgique en faveur de la RDC ne relève pas d'un soutien politique ou stratégique particulier. « À mon avis, elle s'inscrit plutôt dans la même logique que celle qu'elle adopte face à d'autres crises internationales », explique-t-il.

“ Aujourd'hui, la Belgique agit principalement sur les plans diplomatique et humanitaire, comme de nombreux États confrontés à des crises régionales. Elle n'exerce plus le rôle direct qu'elle avait à l'époque coloniale. Par ailleurs, dans un conflit aussi complexe, où se mêlent questions identitaires, intérêts économiques, rivalités régionales et propagande, l'image de la Belgique est souvent instrumentalisée pour renforcer certains récits. On exagère parfois son influence ou l'on s'appuie sur son passé colonial pour lui attribuer un rôle qu'elle n'a plus réellement ” poursuit-il.

L'analyste ajoute que “ La position de la Belgique en faveur de la RDC ne constitue pas un soutien politique ou stratégique particulier. Comme dans le cas de la Russie en Ukraine ou d'Israël dans le conflit israélo-palestinien, la Belgique réagit principalement lorsque le droit international humanitaire et les droits humains sont violés. Son action repose davantage sur une cohérence de principes, condamnation des violences, appel au respect de la souveraineté et protection des civils, que sur un engagement spécifique ou une prise de position exceptionnelle en faveur de la RDC.” En conclusion, les déclarations attribuées au roi de Belgique, selon lesquelles “ le Rwanda est une terre congolaise ” ne proviennent pas du souverain belge. Elles lui ont été faussement attribuées.

SEMAINE DU VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Non, cette photo ne représente pas de l'équipement militaire belge à Luvungi, en RDC. Elle a été créée par l'IA.

Une image en ligne depuis janvier 2026 a été partagée dans le groupe WhatsApp « Habari za Uhakika », qui compte 733 membres. On y voit des hommes armés, du matériel militaire et une caisse en bois portant l'inscription « Belgium delivery ». Le message associé affirme qu'il s'agirait d'armes belges découvertes à Luvungi par l'AFC-M23. Toutefois, après vérification, plusieurs éléments indiquent que cette image présente une forte probabilité d'avoir été générée par l'Intelligence Artificielle (IA).

En deux lignes : cette prétendue découverte d'équipements militaires à Luvungi, attribuée à un soutien de la Belgique aux forces armées congolaises, est le produit d'une intelligence artificielle.

La cité de Luvungi, située dans la province du Sud-Kivu, est [sous le contrôle de l'AFC-M23](#), qui y a installé son administration depuis le début du mois de décembre 2025. Il convient de rappeler que, depuis le début de la crise sécuritaire, [la Belgique soutient officiellement, au sein de l'Union européenne, des sanctions visant les responsables du M23](#).

A ce jour, aucune information crédible ne fait état d'une fourniture d'armes ou de munitions par la Belgique aux forces armées congolaises.

CITATION

« L'AFC/M23 affirme avoir découvert des armes belges à Luvungi et dénonce l'implication de la Belgique dans le conflit en RDC. »

LES FAITS

Nous avons effectué une recherche sur [Google](#) à l'aide des mots-clés « AFC-M23 armes belges Luvungi » afin de vérifier si des médias crédibles (locaux, nationaux ou internationaux) avaient relayé cette information. Aucune publication ne mentionnant une telle découverte n'a été trouvée. En revanche, la publication a été repérée sur le compte [Facebook Alliance Fleuves Congo](#), mais sans les images des caisses d'armes telles que présentées par l'auteur du message faisant l'objet de notre vérification.

Nous avons ensuite contacté le Lieutenant Mbuyi Kalonji Reagan, porte-parole des Opérations [Sukola 2](#) Sud, au Sud-Kivu. Celui-ci a formellement démenti l'information : « C'est une fausse affirmation. Les rwandais n'ont trouvé

ni dépôt ni cache d'armes à Luvungi. Cela fait un mois qu'ils sont sur place, et c'est aujourd'hui qu'ils avancent des allégations infondées? [Les FARDC](#), dans leur repli stratégique, n'ont laissé aucune arme », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, la photo accompagnant le message a été soumise à Hive [Moderation](#), un logiciel de détection de contenus générés par l'intelligence artificielle. Le résultat indique une probabilité de 99,6 % que l'image soit issue d'une production par IA .

En conclusion, contrairement aux affirmations diffusées sur les réseaux sociaux, aucune preuve n'atteste que des armes fournies aux FARDC par la Belgique n'aient été retrouvées à Luvungi, dans l'Est de la RDC. L'image présentée comme preuve de cette prétendue découverte a , selon les résultats de nos recherches, été générée par l'intelligence artificielle.

Contacté par Balobaki vendredi, la diplomatie Belge en RDC a également démenti cette information.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe